

Blanquer joue l'apaisement avant la rentrée

ÉDUCATION Après les tensions du début de l'été autour de la grève du bac et les mobilisations du printemps dernier, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, joue la carte de l'apaisement avec les syndicats. Ces derniers se félicitent d'un changement de ton, mais sont sur le pied de guerre et attendent des mesures concrètes quant aux salaires et aux retraites. // **PAGE 2**

FRANCE

Ecole : Blanquer joue l'apaisement face à des syndicats sur le pied de guerre

- Le ministre de l'Éducation multiplie les rencontres avec les syndicats.
- Il donne des gages sur les sujets sensibles de la réforme du lycée et de la formation des enseignants.

ENSEIGNEMENT

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Un climat « plus apaisé » et un « changement de ton » pour un « temps II du quinquennat » destiné à « mettre en œuvre les réformes sans ouvrir de nouveau front » : les commentaires des syndicats d'enseignants, qui rencontrent tour à tour Jean-Michel Blanquer avant la rentrée scolaire, convergent tous. Le ministre de l'Éducation soigne sa rentrée, après les fortes tensions qui se sont fait jour au moment des épreuves du bac.

Jean-Michel Blanquer entend donner des gages aux syndicats. Il doit annoncer, ce mardi, la mise en place de trois comités de suivi sur les réformes – sensibles – du lycée général et technologique, du lycée professionnel et de la formation des enseignants. Il dévoilera aussi son plan sécurité, maintes fois reporté, avec des mesures pour protéger les abords des collèges et des écoles et des contrats éducatifs avec les familles en lieu et place de la suspension des allocations familiales évoquées cet hiver.

« Jean-Michel Blanquer applique le discours d'Emmanuel Macron, commente Frédérique Rolet : pas de changement sur le fond, mais sur la méthode. » La secrétaire générale du SNES-FSU, principal syndicat du secondaire, se dit « sceptique » sur

des inflexions à la réforme du lycée. Le sujet est dans toutes les têtes. « Les rectorats appellent chaque établissement pour voir si ça coïncide ou pas », glisse un syndicaliste.

La liberté pédagogique dans le primaire

Sur l'autre sujet sensible de la revalorisation des enseignants, les syndicats disent tous leur impatience. Dans le primaire, cela coïncide aussi sur le terrain de la liberté pédagogique. Si Francette Popineau, secrétaire général du SNUipp-FSU, salue « la volonté de réduire le fossé qui existe entre le terrain et la rue de Grenelle », elle s'alarme des « atteintes à la liberté pédagogique des enseignants » et promet déjà d'organiser une « résistance silencieuse » pour aider les professeurs des écoles à contourner les évaluations des élèves de CP réclamées par le ministre. « Les enseignants ont en tête que la mobilisation paie », rappelle-t-elle en évoquant le retrait, au printemps dernier, de la mesure polémique sur le rapprochement écoles-collèges.

D'autres syndicats, comme Force ouvrière, tiendront des assemblées générales dès le 30 août. Et les enseignants contestataires, réunis pour la première fois en université d'été à Vincennes jusqu'à mercredi, entendent « relancer les dynamiques de mobilisation », affirme Jules Siran, de SUD Education. Au SE-Unsa, le secrétaire général Stéphane

Crochet pointe « moins le risque de mobilisation que celui de la démobilité professionnelle ». « La coupe est pleine pour beaucoup d'enseignants qui, par exemple, ne reprendront plus leur mission de professeur principal, affirme-t-il. Le système éducatif court le risque du découragement généralisé. »

Au-delà des seuls sujets éducatifs, tous les syndicats ont également en ligne de mire les réformes de la fonction publique et des retraites. Mais si les sujets sont communs, les stratégies divergent. « Certains veulent mobiliser au plus vite alors qu'il faut attendre de voir ce que donnera la négociation », plaide un dirigeant syndical, déplorant le « manque d'unité » des syndicats sur des sujets aussi majeurs. ■



Manifestation d'enseignants en grève contre les réformes Blanquer, en juin dernier à Paris. Photo Hermann Click/Hans Lucas/AFP